



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction de la coordination
Et de l'appui territorial

ARRÊTÉ

n° 2017-DCAT-BEPE - 53

du 24 MARS 2017

imposant des prescriptions complémentaires à la société MOSELLE DECAP pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de TETING SUR NIED.

**LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre V ;

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCL n°2017-A-3 en date du 01 février 2017 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-154 du 24 mai 2007 modifié autorisant la société MOSELLE DECAP à exploiter des installations de décapage par voie thermique et par voie chimique sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-481 du 27 septembre 2012 prescrivant à la société MOSELLE DECAP des dispositions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED ;

VU le courrier du 21 octobre 2013 par lequel la société MOSELLE DECAP fait part au Préfet de la Moselle de ses propositions de rubrique principale et de conclusions à retenir au regard des dispositions de l'article R.515-84 du Code de l'Environnement pour ses installations sises sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED ;

VU la déclaration d'antériorité en date du 30 mars 2016 adressée par la société MOSELLE DECAP au Préfet de Moselle pour ses installations sises sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED ;

VU le courrier du 22 novembre 2016 par lequel la société MOSELLE DECAP fournit les éléments complémentaires à son courrier du 30 mars 2016 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 février 2017 ;

VU l'avis en date du 27 février 2017 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

CONSIDERANT que la société MOSELLE DECAP a été régulièrement autorisée à exploiter une installation de décapage des métaux par voies thermique et chimique sur le territoire de la commune de TETING-SUR-NIED, initialement au titre des anciennes rubriques 1111 et 1131 de la nomenclature des Installations Classées ;

CONSIDERANT que la société MOSELLE DECAP demande à bénéficier du droit acquis pour les rubriques 4120, 4331, 4510, 4511, 4734 en vigueur, pour poursuivre ses activités régulièrement mises en service ;

CONSIDERANT que suite à son analyse, et conformément à l'article R511-12 du Code de l'Environnement, l'Inspection des Installations Classées considère que le produit classé par l'exploitant sous la rubrique 4510 doit être classé sous la rubrique 4140 (toxicité aigüe catégorie 3) ;

CONSIDERANT que la déclaration d'antériorité présentée par la société MOSELLE DECAP nécessite la mise à jour de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-154 du 24 mai 2007 modifié ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le Préfet, par courrier du 21 octobre 2013 précité, de retenir pour son exploitation la rubrique 3260 comme rubrique principale et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives au traitement de surface des métaux et des matières plastiques en relation avec la rubrique 3260 retenue ;

CONSIDERANT donc qu'il convient de retenir la rubrique 3260 comme rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives au traitement de surface des métaux et des matières plastiques en relation avec cette rubrique principale ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que conformément aux dispositions de l'article R.515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R.515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles en relation avec cette rubrique principale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-154 du 24 mai 2007 susvisé est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R.515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté :

⇒ la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique ;

⇒ les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles en relation avec cette rubrique principale sont celles relatives aux installations de traitement de surface des métaux et des matières plastiques (BREF STM) ».

Article 2

Le tableau des rubriques de la nomenclature des Installations Classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2007 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2012 précité est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1)	Observations
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100 t.	NC	Quantité totale : 45 kg.
2564-A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils (1), le volume équivalent des cuves de traitement étant : 2. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	DC	1 cuve de 1 500 l de solvant organique.
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l.	A	- 1 bain de décalaminage de 16 000 l (vorace) ; - 1 bain de décapage inox de 16 000 l (décapant liquide) ; - 1 bain de passivation inox de 3 000 l (PSB passivant) ; - 1 bain de décapage acier de 2 000 l (controx) ; - 1 bain de passivant acier de 1 500 l (Passival) ; soit un volume total des cuves de 38 500 l, soit 38,5 m ³ .
2566	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique. 1. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l.	A	2 fours de traitement thermique d'un volume respectif de 30 m ³ et de 12 m ³ soit un volume total de 42 m ³ = 42 000 l.
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : inférieure à 2 MW.	NC	Puissance thermique max de 1 100 kW (2 chaudières de 550 kW).

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1)	Observations
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	A	<ul style="list-style-type: none"> - 1 bain de décalaminage de 16 000 l (vorace) ; - 1 bain de décapage inox de 16 000 l (décapant liquide) ; - 1 bain de passivation inox de 3 000 l (PSB passivant) ; - 1 bain de décapage acier de 2 000 l (controx) ; - 1 bain de passivant acier de 1 500 l (Passival) ; <p>soit un volume total des cuves de 38 500 l, soit 38,5 m³.</p>
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/h ou à 200 t/an.	NC	<p>1 bain de 1 500 l de solvant organique (DETRIL THERMO DECAP) permettant le décapage des aciers.</p> <p>Consommation annuelle : 6 t.</p>
4120-2a	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t.</p>	A	Quantité stockée : 22,83 t.
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : inférieure à 50 t.</p>	NC	Quantité stockée : 30 kg.
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	D	Quantité stockée : 2 t.
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100 t.</p>	NC	Quantité stockée : 2,5 t.
4734.2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total.</p>	NC	Quantité stockée : 500 kg.

Nota (1) :

A : autorisation

D : déclaration

DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement

NC : non classé

Article 3 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 4 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours :

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12](#) à [L. 181-15](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Article 6 : Information des tiers :

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Téting sur Nied et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Téting sur Nied.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département (le Républicain Lorrain – les Affiches d'Alsace et de Lorraine) ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle : publications – publicité légale toutes enquêtes publiques – ICPE.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Maire de Tétting sur Nied, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société MOSELLE DECAP.

FAIT à Metz, le 21 MARS 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Alain CARTON